2008/8743 - LYON 5E - MISE EN PLACE D'UNE CONVENTION DE RESTAURATION ET DE DROIT DE PASSAGE COUR/TRABOULE – IMMEUBLE 40, RUE SAINT JEAN (DIRECTION DE L'AMÉNAGEMENT URBAIN)

Le Conseil Municipal,

Vu le rapport en date du 21 janvier 2008 par lequel M. le Maire expose ce qui suit :

«Par délibération n° 1004/3782 du 18 mai 2004, vous avez adopté la mise en place d'une nouvelle convention cadre "cour/traboule". L'objectif de cette convention est de préserver et de mettre en valeur les cours et traboules de Lyon ainsi que de permettre l'accessibilité du public à ces éléments remarquables du patrimoine architectural lyonnais.

Dans le Vieux Lyon, les immeubles situés 5, place Neuve à Saint Jean et 40, rue Saint Jean ont fait l'objet d'une réhabilitation complète par l'OPAC du Rhône. Cet ensemble datant de 1655 a été reconstruit après l'ouverture de la place Saint Jean en 1652. Il présente une disposition originale avec un cheminement empruntant la cour ouverte sur la place Neuve Saint Jean, puis l'allée de l'immeuble située 40, rue Saint Jean. La « maison » située 40, rue Saint Jean a été inscrite à l'Inventaire Supplémentaire des Monuments Historiques par arrêté du 12 avril 1937.

Ces deux immeubles sont décrits dans l'histoire architecturale et urbaine de la rive droite de la Saône - Saint Jean (Nathalie Mathian, textes ; Francis Martinuzzi, dessins / 2001). Sont notamment signalées la qualité de la façade très caractéristique de la seconde moitié du XVII^e siècle présentant une grande rigueur de composition, la tourelle d'escalier articulée entre les deux corps de bâtiments, dépassant largement les toitures et terminée par un belvédère ajouré de larmiers, ainsi que la galerie située en façade du second corps de logis.

A ce titre, cette cour-traboule représentative de l'architecture et du tissu urbain du Vieux Lyon, présentant des qualités propres et située sur un itinéraire de visite privilégié mérite de faire l'objet d'une convention et d'être ainsi ouverte de façon pérenne au public.

Le projet de restauration nécessaire pour cette ouverture au public a été mis en œuvre en concertation avec l'Architecte des Bâtiments de France. Cette opération implique des travaux complémentaires de réfection et d'aménagement. C'est pourquoi, il vous est proposé de participer à la restauration de cette cour-traboule en attribuant au propriétaire une subvention pour le financement des travaux concernant la partie directement accessible au public, avec en contrepartie l'instauration d'une servitude de droit de passage public.

Le projet comprend les travaux subventionnables suivants :

- restauration des enduits et plafonds de l'allée ;
- installation d'un éclairage pour la mise en valeur de l'espace et la sécurité des personnes ;
- reprise des sols de la cour en dalles de pierre après passage des réseaux ;
- reprise des menuiseries en rez-de-chaussée ;
- installation de grille et digicode ;
- traitement de l'emplacement poubelles.

Le coût de ces travaux subventionnables concernant les parties accessibles au public est estimé à 53 290,00 euros TTC, honoraires de maîtrise d'œuvre compris.

Le financement serait assuré par l'attribution d'une subvention de la Ville de Lyon au propriétaire correspondant à 70 % du coût des travaux subventionnables, soit un montant maximum de 37 303,00 euros TTC, le solde étant apporté par le propriétaire.

En contrepartie, une convention de restauration et de droit de passage "cour/traboule" sera signée fixant les engagements de chacun. Le propriétaire s'engagera notamment à restaurer la cour-traboule, conformément à un projet validé par la Ville, et à la maintenir ouverte pendant une plage horaire fixée. La Ville et la Communauté urbaine de Lyon participeront aux charges d'entretien comme définies dans la convention cadre.

Un projet de convention a été établi sur la base des dispositions de la convention cadre adoptée par le Conseil municipal du 18 mai 2004. Celui-ci a reçu un accord de principe de la part de l'OPAC du Rhône, propriétaire des immeubles.

Vu la délibération n° 1004/3782 du 18 mai 2004 ;

Vu ladite convention ;

Vu l'avis émis par le Conseil du 5^e arrondissement ;

Où l'avis de sa Commission Urbanisme – Développement Durable – Cadre de Vie et Environnement ;

DELIBERE

1. Une subvention exceptionnelle d'un montant maximum de 37 303 euros est allouée à l'OPAC du Rhône.

2. La convention « Cour/Traboule » de restauration et de droit de passage à intervenir avec le propriétaire de la cour-traboule située 5, place Neuve à Saint Jean et 40, rue Saint Jean à Lyon 5^e est approuvée.

3. M. le Maire de Lyon est autorisé à signer ledit document, ainsi que tous les documents ultérieurs nécessaires à la mise en œuvre de ces décisions.

4. La dépense correspondante, soit 37 303 euros, financée sur les crédits ouverts à l'article 2042, fonction 72, ligne de crédit n° 21003, programme VALPAT, opération VALPAT 01, sera imputée à l'article 20417 fonction 72.

(Et ont signé les membres présents)
Pour extrait conforme,
Pour le Maire, l'Adjoint délégué,

G. BUNA